solidarités

Inde : hors les murs, mais plus dans la rue

Le projet Why ne fait pas que poser des questions à la société indienne qui scolarise les enfants des castes les plus défavorisées. Au milieu des quartiers les plus pauvres, dans des parcs ou des endroits abandonnés, les classes s'organisent et les cours sont donnés, sans beaucoup de moyens mais avec beaucoup de courage et de conviction.

Giri Nagar, au sud de Delhi, un quartier excentré parmi d'autres dans cette métropole de 13 millions d'habitants. La mousson se fait attendre et pèse sur ce mois de juillet. Dans un petit parc, cinq à six groupes d'écoliers et leurs maîtres, assis sur une couverture pour se protéger de la terre battue, suivent une leçon d'anglais. Pas de table, pas de chaise, mais une attention palpable dans cette école hors les murs. Depuis six ans, le projet Why mène un combat social et éducatif : dans une société indienne étroitement hiérarchisée, il s'efforce de donner le bagage culturel minimal aux enfants des familles pauvres quand le système d'enseignement public échoue à le faire.

A l'origine, une improbable rencontre dans une société où, sur le trottoir des grandes villes, les populations restent cloisonnées. Le destin d'Anuradha Bakhshi, quinquagénaire au caractère bien trempé, fille d'une figure de la diplomatie indienne, elle-même ex-interprète de français d'Indira et Rajiv Gandhi, croise celui de Manu, l'infirme rejeté par sa famille, victime dans la rue des moqueries et des jets de pierres. Occupée à distribuer des biscuits nutritifs aux enfants souffrant notoirement de malnutrition, Anuradha est touchée par le sort de Manu, espèce de chien galeux et errant dans Giri Nagar. Elle lui trouve un toit et deux repas par jour. Dans le quartier, la nouvelle fait sensation. Les jours qui suivent, d'autres parents amènent leurs enfants handicapés à Anuradha. Un don anonyme de 70 000 roupies (1 253 euros) et une partie de l'héritage familial permettent d'acheter un local et d'assurer les premiers frais de fonctionnement : le projet Why est lancé. Il concerne aujourd'hui 600 enfants, entassés dans de minuscules salles ou dans les parcs publics. Il a dû vaincre des montagnes de préjugés pour s'établir. Aujourd'hui encore, il fait face aux multiples pesanteurs et à la dureté de la société indienne.

Anuradha est touchée par le sort de Manu. Elle lui trouve un toit et deux repas par jour. Dans le quartier, la nouvelle fait sensation. Les jours qui suivent, d'autres parents lui amènent leurs enfants handicapés.

L'école à ciel ouvert

A Giri Nagar, entre les bâtiments habités par les classes moyennes indiennes, se sont glissés trois bidonvilles de dimensions relativement modestes : Bhagat Sing Camp, Janta Jeevan Camp et Manav Kalyan Camp, en tout 2 000 habitants. Une partie, originaire de Delhi, est issue des basses castes ou des hors-castes. D'autres sont des déracinés (Biharis, Népalais…) venus chercher du travail dans la grande ville. Ceux-là peuvent appartenir aux castes supérieures, mais se retrouvent déclassés et aussi pauvres que les autres. De brique ou de terre, les maisons sont petites, sans fenêtre. Les familles s'y entassent dans des pièces minuscules. Les enfants sont nombreux. Why leur offre du soutien scolaire, notamment en anglais.

Dans un pays qui ne compte pas moins de

Les Lohars, ces gitans de l'Inde

« Enseigne à mon fils. » Anuradha Bakhshi a lié connaissance avec les Lohars ce matin où un homme grand et droit est entré dans son bureau avec un petit garçon. De cette rencontre est née l'ouverture d'une classe dans le camp de 35 familles en bordure de Kalkaji Road, une route à quatre voies encombrée de véhicules de tailles diverses mais tous fumant et klaxonnant, comme il est d'usage en Inde. Le camp lohar : vu de l'extérieur, une théorie de tentes faites de toiles et bâches grossièrement reliées entre elles. Toutes les apparences du bidonville le plus sordide. En Inde, plus qu'ailleurs, la première impression est souvent fausse. Cette tribu originaire du Rajasthan court les routes depuis 1568 et la bataille perdue de Chittor contre l'empereur Akbar, après avoir fait le vœu de ne revenir qu'après le retour sur le trône de la dynastie légitime. Les Lohars sont les Gitans de l'Inde. Forgerons de tradition, ils continuent de travailler le métal. La pauvreté ne les a pas empêchés de préserver leurs coutumes et leur code d'honneur. Ils ne mendient pas, ne boivent pas d'alcool, et leurs tentes sont remarquablement tenues. Simplement, leur mode de vie nomade n'est pas adapté à la civilisation urbaine, ce dont ils ne se soucient guère. **C. B.**

Christian Bonrepaux

Faute de moyens, on fait **la classe dans un parc public**.

19 langues officielles, la maîtrise de l'anglais demeure la condition nécessaire à la promotion sociale. L'enseignement, obligatoire de 6 à 14 ans, se partage entre les écoles publiques, les *government schools*, et les écoles privées, ou *public schools*. La réputation des premières est déplorable. Très influencées par le système éducatif anglais du début du XX[e] siècle, elles fondent leur enseignement sur une discipline de fer où les châtiments corporels, quoique interdits, restent fréquents, et sur l'apprentissage par cœur, sans souci de compréhension. Nombre d'enfants, victimes de coups ou d'humiliations, refusent d'y retourner. Un des facteurs qui expliquent que, en 2001, 40 % des enfants de Delhi échappaient à l'obligation scolaire. Les enseignants apparaissent peu motivés. Leur absentéisme, très élevé, peut atteindre dix jours par mois. Dès qu'ils en ont les moyens, les parents des classes moyennes et supérieures choisissent les *public schools*, qui constituent un marché fort lucratif. Les *government schools* sont réservées aux enfants des couches défavorisées. *« J'ai voulu mettre Pa-* ●●●

••• *rul, ma première fille,* explique Anuradha, *dans une école publique. J'ai fait rire tout le monde et me suis entendu dire: "Fais-le si tu veux qu'elle rate ses études!"»*

A l'issue de la scolarité obligatoire, les enfants des écoles publiques peuvent lire l'anglais, parfois comprendre ce qu'ils lisent, mais sont bien incapables de le parler. Plus grave, ils n'ont aucune confiance en eux. L'école les a dévalorisés: bon nombre d'enseignants sont convaincus que les enfants des couches défavorisées constituent d'irréductibles cancres auxquels tout projet éducatif reste inaccessible. Anuradha Bakhshi se souvient de ce directeur d'école qui lui lâcha un très cynique *«slum people, kura»*, en anglo-indien, *«les gens des bidonvilles, de l'ordure»*. De quoi faire rougir de colère encore aujourd'hui la fondatrice et cheville ouvrière du projet Why, qui pense, à l'inverse de ce directeur, que *«chaque personne qui a reçu une bonne éducation a un devoir envers celui qui n'a pas eu cette chance»*.

Pour la fondatrice et cheville ouvrière du projet Why, « chaque personne qui a reçu une bonne éducation a un devoir envers celui qui n'a pas eu cette chance ».

Le projet démarre avec deux enseignants et une quinzaine d'élèves. A l'inverse des écoles publiques, il accueille en alternance les filles le matin, et les garçons l'après-midi. Au programme, anglais bien sûr, mais aussi hindi et mathématiques. Les cours de soutien concernent le primaire et le secondaire. Des crèches sont également mises en place ainsi qu'une section pour enfants handicapés. Un atelier d'initiation à l'informatique complète le dispositif. Très vite, le bouche-à-oreille fait enfler les effectifs: les classes doivent se faire hors les murs, dans les parcs. Les difficultés commencent. Les gens du quartier se montrent méfiants. Des âmes bien intentionnées, peu favorables à l'éducation des pauvres, répandent la rumeur que l'argent arrive par valises entières dans le projet et que seule une infime partie lui est reversée, le reste faisant l'objet de détournements. Les classes se font nomades. Virées d'un parc privé inoccupé au pied d'un immeuble, elles se voient royalement proposer, par pure provocation, l'emplacement d'un enclos à cochons. Le défi est relevé. Les membres de l'association retroussent leurs manches et, après nettoyage, une tente est dressée et les classes reprennent. Pas pour longtemps: les mêmes autorités municipales s'avisent de l'urgence d'aménager le parc pour le bien public! Le projet d'élever socialement les défavorisés dérange fortement une culture marquée en profondeur par l'organisation des castes portée par la religion hindoue…

Pensé à l'origine comme une division professionnelle de la société destinée à la transmission des techniques et à la garantie de la pérennité des métiers, le système des castes a poussé à l'extrême la hiérarchisation. Théo-

Christian Bonrepaux

Anuradha Bakhshi, fondatrice de l'école, et **Utpal** gamin des bidonvilles.

« Ramassage scolaire » à **Giri Nagar**.

Christian Bonrepaux

Bidonville de **Manav Kalyan Camp**.

riquement aboli à l'indépendance, il continue à marquer en profondeur les relations humaines. Surtout, il est responsable de la notion de *« suffering »*, cette capacité à subir qui habite les castes inférieures et les hors-castes : leur vie actuelle est prédéterminée par leur vie antérieure. Leurs actions vont déterminer leur statut dans leur vie future. Parallèlement, les castes privilégiées ne se sentent en aucune façon responsables du sort des laissés-pour-compte. Un ordre des choses que le projet Why remet en question.

Défendre la place des filles

Personne aujourd'hui ne critique ouvertement l'idée d'assurer un soutien scolaire auprès des enfants de familles pauvres. Mieux, les relations ont changé entre les intervenants. Au sein du projet, on se soucie aussi peu de la caste des uns et des autres que de leur appartenance religieuse. Hindous, sikhs et musulmans se côtoient sans l'ombre d'un problème. L'équilibre est fragile, à un moment où les partis hindouistes jettent de l'huile sur le feu et où, à chaque instant, les tensions communautaristes peuvent basculer dans le drame. Cet équilibre n'allait pas de soi au départ du projet. Ainsi les repas de midi, pris en commun, sont servis à tour de rôle par les enseignants. Parfois certains manquaient d'appétit ou se trouvaient mystérieusement malades quand un hors-caste ou un musulman servait. Ce n'est plus le cas. Quelle que soit leur appartenance, les uns et les autres se reçoivent pour les fêtes familiales et les anniversaires.

Ce bouleversement de valeurs dominantes de la société indienne ne concerne pas que les castes et les différences religieuses. Le projet concourt également à reconsidérer le statut de la femme indienne, nettement inférieur à celui de l'homme. Le plus souvent, la naissance d'une fille ne déclenche pas des cris de joie, loin de là. Encore scolarisée, elle assure sa part des tâches ménagères. Elle quitte l'école beaucoup plus tôt, à 12, voire à 8 ans. Elle se voit fréquemment mariée à l'âge de 13 ou 14 ans, alors que la loi n'autorise le mariage qu'à partir de 15 ans. Elle est considérée comme *invitée* dans sa famille parentale, sa vraie famille étant celle de son mari où elle assure les tâches mé- ●●●

La démocratie et ses limites

« La plus grande démocratie du monde. » Cette affirmation qu'aiment à employer les Indiens est à la fois vraie et fausse. Vraie car l'Inde et son milliard d'habitants se sont dotés d'une Constitution démocratique dès l'indépendance, en 1947, et de mesures de discrimination positive envers les plus pauvres, les castes étant, officiellement, abolies. Fausse car ces dispositifs restent bien théoriques, tant le fossé est large entre la dizaine de grandes villes en plein boom économique et les campagnes où se concentrent plus de 60 % de la population. En témoigne le résultat surprise des élections d'avril-mai 2004, où le Parti du Congrès a écrasé la coalition de droite au pouvoir, qui était donnée gagnante. La régularité du vote n'a pas été mise en cause, ce qui est déjà un gage de santé démocratique. C. B.

●●● nagères sous le contrôle de sa belle-mère. Dès sa naissance, ses parents pensent à la dot qu'il faudra constituer et s'endettent parfois lourdement pour cela. Plus grave: avec le développement de l'échographie se sont développées des cliniques spécialisées dans l'avortement, celui-ci coûtant toujours moins cher, pour les familles pauvres, que la constitution de la dot. Anuradha Bakhshi se souvient: *« Quand nous avons décidé de demander un peu d'argent chaque mois aux familles, d'un seul coup, nous avons eu beaucoup moins de filles. »* Aujourd'hui, l'équilibre est rétabli, et même au-delà: les filles constituent quelque deux tiers de la population totale du projet, y compris chez les grands des premières années de collège.

Cette victoire sur les pesanteurs culturelles n'aurait certainement pas eu lieu si l'efficacité des cours de soutien n'avait pas été démontrée. Cette efficacité est facile à mesurer dans un système scolaire où les élèves sont invités à passer des examens tous les deux mois. Or, il est apparu que les jeunes bénéficiant du projet Why obtenaient des résultats bien plus probants que les autres. Au-delà, cette école, peut-être parce que , justement, elle manque de murs, exerce une forte influence sur son quartier.

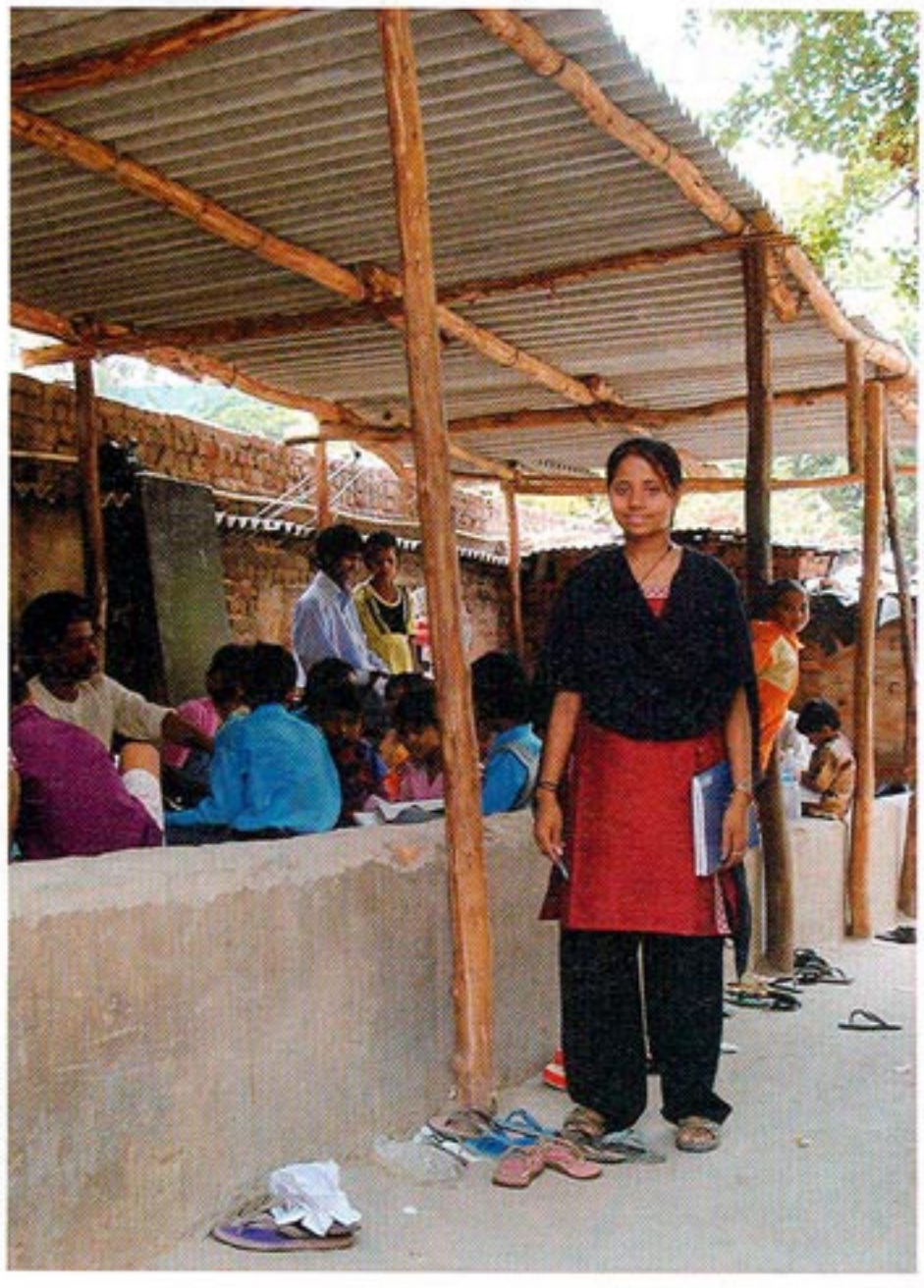
Un recrutement local

Face aux difficultés d'implantation et aux ragots colportés sur un projet dérangeant, face aussi à la misère des habitants, Anuradha Bakhshi a très vite privilégié le recrutement local pour étoffer son équipe. Enseignants ou membres de l'équipe administrative ou d'entretien, la cinquantaine de salariés habite Giri Nagar ou ses environs immédiats. On retrouve dans la composition de l'équipe une propension à privilégier les éléments féminins. Ainsi les jeunes Rani et Shamika, guère plus de 40 ans à elles deux, assurent les responsabilités administratives. A 19 ans, Vinita, à peine sortie de l'adolescence, est devenue leur adjointe. *« Il y a deux ans et demi, je suis venue au projet Why pour perfectionner mon anglais. Anu mam* [NDLR: Anuradha] *m'a proposé d'enseigner l'anglais, l'hindi, les mathématiques. J'étais impressionnée, mais je voulais prouver que je pouvais saisir ma chance. J'ai été prof pendant un an et demi. Elle m'a dit: "Tu enseignes bien. Si tu veux, je te donne des responsabilités. – OK, madame, si vous me donnez l'opportunité, je la saisis." »* Aujourd'hui, Vinita s'occupe de l'administration des classes d'Okhla, dans le bidonville de Janta Jivan Camp, le plus difficile. Elle assume: *« Je veux être reconnue pour l'efficacité de mon travail et ma capacité à aider les autres. »* Depuis deux mois, Vinita fait face au jour le jour à une masse de problèmes et de conflits à désamorcer, et s'estime très chanceuse de pouvoir le faire. Ces responsabilités, cette fille d'un ouvrier métallurgique émigré de Patna avait fort peu de chances de les assumer un jour. Ce choix de mettre en responsabilité des gens que les pesanteurs sociales condamnent à des postes d'exécution fait dire d'Anuradha Bakhshi qu'elle est celle qui fait un enseignant d'un balayeur (*« She makes a sweeper a teacher »*). Le choix pose évidemment le problème de la formation des enseignants, mais les avantages paraissent bien supérieurs aux inconvénients.

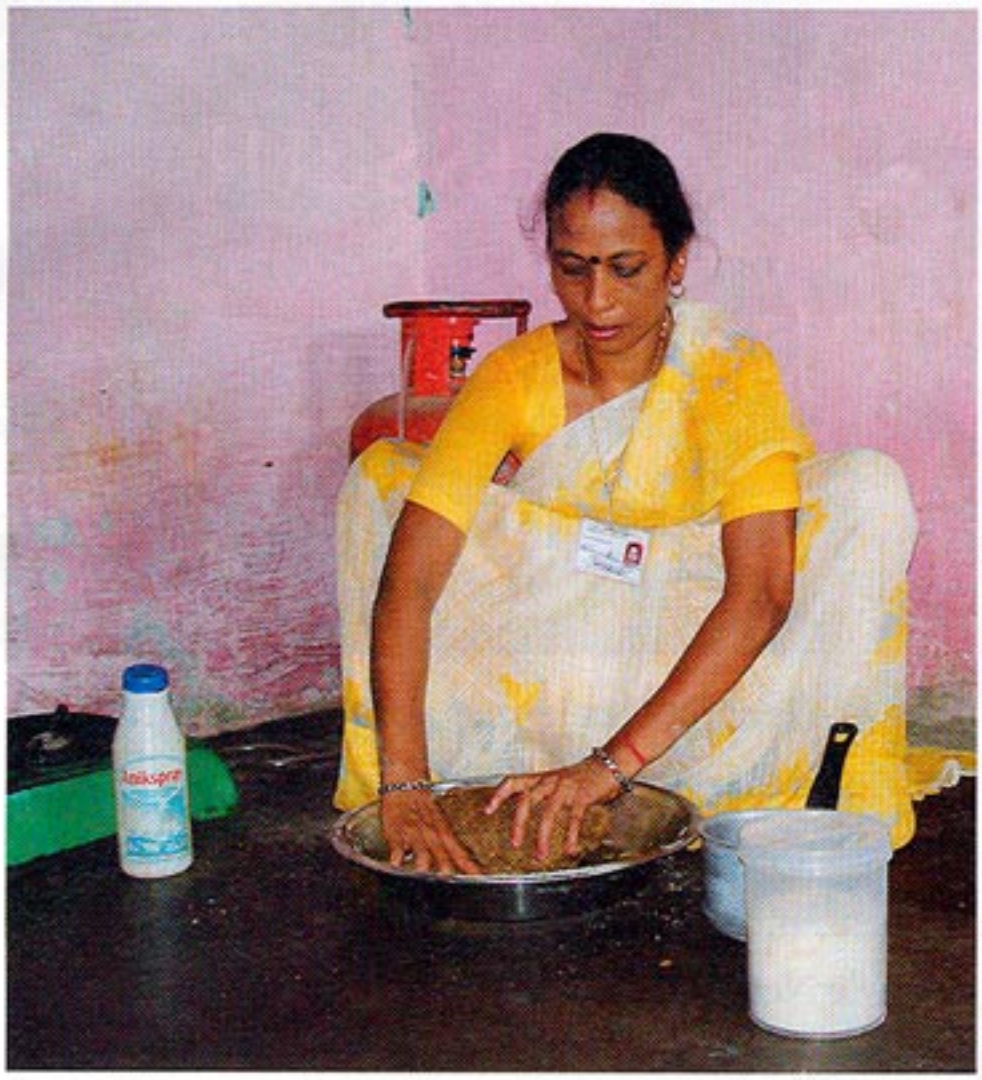
Cette solide implantation dans le quartier autorise une influence informelle sur les parents: jeter un pont entre l'école et les familles demeure un souci constant. Les parents qui amènent des enfants sales ou avec des plaies non soignées se voient rappeler à l'ordre, parfois sèchement. Les intervenants de la section des handicapés s'efforcent de se rendre régulièrement dans les familles pour dispenser des conseils. Les enseignants font la même chose s'ils constatent une absence répétée. L'équipe de Why supplée l'ab-

Les conseils d'hygiène, de nutrition, d'éducation sont d'autant plus efficaces et acceptés qu'ils sont donnés par une équipe présente au jour le jour sur le terrain et parfaitement au fait des contingences économiques et culturelles que subissent les populations auxquelles elle s'adresse.

Vinita, 19 ans, déjà responsable administrative.



Christian Bonrepaux



Christian Bonrepaux

L'« usine » à biscuits
de Why...

sence de travailleurs sociaux : les conseils d'hygiène, de nutrition, d'éducation sont d'autant plus efficaces et acceptés qu'ils sont donnés par une équipe présente au jour le jour sur le terrain et parfaitement au fait des contingences économiques et culturelles que subissent les populations auxquelles elle s'adresse. Cette influence n'est pas superflue : certains enfants ont de la peine à se tenir debout à 5 ou 6 ans, pour être trop longtemps restés livrés à eux-mêmes des jours entiers dans l'obscurité. Un gros problème d'alcoolisme sévit dans les slums. Les disputes et bagarres sont fréquentes, les injures, un des modes ordinaires de la relation sociale. Le combat est de tous les instants. Il est mené avec conviction. Pour autant, les problèmes demeurent. Enormes.

La bataille du financement

Le manque de locaux est évidemment l'obstacle le plus visible. Anuradha Bakhshi ne décolère pas quand elle évoque la promesse qui lui avait été faite, après s'être fait expulser une nouvelle fois d'un parc public, de lui attribuer un bâtiment neuf qui a depuis *« été construit, mais confié à d'autres dont le projet s'adresse aux enfants de familles aisées »*. Tous rêvent de pouvoir regrouper sous le même toit les activités, actuellement éparpillées aux quatre coins de Giri Nagar. L'association n'en a pas les moyens financiers. Elle parvient tout juste, au prix de batailles incessantes, à tenir un budget de 2 500 euros mensuels couvrant la location des quelques salles, l'achat de nourriture et de médicaments, et surtout la cinquantaine de salaires, qui s'étalent de 1 500 roupies (26,50 euros) à 3 000 roupies (54 euros) par mois.

Les ressources proviennent en partie des droits d'inscription. Ils sont évidemment modestes, 35 roupies (0,63 euro) à 40 roupies (0,72 euro) par mois en primaire, 62 roupies (1,10 euro) à 80 roupies (1,45 euro) par mois pour le niveau collège. *« Aux gens qui me disent qu'ils n'ont pas cet argent, je réponds : "Tu mets une roupie par jour dans un pot en terre. Tu peux bien faire ça pour l'éducation de ton enfant. Tu n'as qu'à t'acheter un peu moins de tabac à chiquer. En plus, payer te donne un droit de regard sur notre association." Evidemment, si les parents ne peuvent pas payer, on ne renvoie pas les enfants. Si le père est charpentier ou peintre, quand on a besoin de travaux, on le met à contribution. »* Les dons constituent une part essentielle des ressources. Le cercle des amis et relations est sollicité. Quelques jeunes Indiens, étudiants aux Etats-Unis, envoient des contributions volontaires. Une association de Rueil-Malmaison, Enfances indiennes, sert de relais en France (1). Parfois les financements prennent des détours inattendus : *« Une jeune peintre anglaise est venue. Elle a été touchée par ce que nous faisons. Elle a fait une exposition et nous a donné les bénéfices des ventes, 30 000 roupies* (537 euros). »

De temps à autre, les organismes internationaux apportent leur contribution : *« Ce n'est pas forcément adapté à nos besoins. Bien sûr, nous avons un besoin urgent de cet argent. Mais nous ne pouvons l'utiliser que par chèque. Comment payer la petite réparation à accomplir dans l'urgence ? Comment acheter le thé, le lait, la nourriture ? Les petits commerçants et artisans du quartier auxquels nous nous adressons n'ont pas de compte en banque. »* La problématique est majeure : l'argent du projet doit contribuer à irriguer l'économie de Giri Nagar.

En cohérence avec un projet éducatif qui vise à instruire les enfants et à les rendre autonomes, Why lance des activités visant à développer son autofinancement. La fabrication de biscuits, de savons aux essences naturelles, de cahiers et blocs-notes, *« quelque chose utile à la communauté et fabriqué par elle »*, dégage un petit bénéfice et crée des emplois, mais cela reste embryonnaire. Un espoir existe à l'international : *« Nous sommes en pourparlers avec les Galeries Lafayette pour fabriquer des sacs avec des journaux indiens. Les opportunités existent : j'ai un oncle qui a gagné des millions en exportant des torchons de cuisine. Pourquoi pas nous ? »*

« Aux gens qui me disent qu'ils n'ont pas cet argent, je réponds : "Tu mets une roupie par jour dans un pot en terre. Tu peux bien faire ça pour l'éducation de ton enfant." »

Un exemple de délocalisation auquel personne ne trouvera à redire.

Christian Bonrepaux

(1) Association Enfances indiennes.
Tél. : 06-12-96-18-10.
Courriel : enfancesindiennes@hotmail.com
Site Internet : www.enfancesindiennes.org